(1)
(N° 51)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 22 MAI 1861.

Rapport de la Commission de la Guerre, chargée d'examiner le Projet de Loi qui alloue au Bud- get du Ministère de la Guerre, pour l'exercice 1861, un crédit de 126,144 francs.

(Voir les N^{os} 114 et 124 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Comte DE RENESSE, Président; le Baron DUPONT D'AHÉRÉE,
le Baron VAN DE WOESTYNE, VAN SCHOOR, MAERTENS et le Baron D'OVERSCHIE
DE NEERYSSCHE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Par l'exposé des motifs à l'appui du Projet de Loi qui est soumis à vos délibérations, M. le Ministre de la Guerre vous fait connaître qu'il existait dans les arsenaux de l'État un certain nombre de fusils à silex qui n'étaient plus réservés pour le service; par suite des diverses demandes qui lui étaient adressées pour obtenir la cession des armes hors d'usage, le Gouvernement a jugé le moment favorable et a mis ces fusils à la disposition de l'administration des domaines, pour être vendus au profit du Trésor. Cette vente a produit 126,144 francs.

M. le Ministre propose de majorer le budget de l'exercice 1861 d'une somme de 126,144 francs, équivalente au produit de la vente des fusils, et d'ajouter cette somme à l'article 20 du budget de la Guerre pour l'exercice 1861.

Pour justifier cette demande, M. le Ministre fait observer que les fusils vendus, bien que n'étant plus d'un modèle en usage, auraient pu être utilisés dans certaines circonstances imprévues, et que, s'il ne lui était pas donné de pouvoir appliquer à la fabrication d'armes neuves une somme égale au produit de la vente, le Département de la Guerre serait exposé à subir une réduction dans son matériel; il fait en outre remarquer que l'adoption du projet aurait l'avantage de pouvoir compléter plus promptement la réserve en fusils rayés, dont la fabrication n'avancera que lentement si l'allocation portée annuellement au Budget de la Guerre pour cet objet n'est pas augmentée.

Votre Commission, Messieurs, se rallie à ces considérations et a l'honneur de vous proposer, à l'unanimité, l'adoption du Projet de Loi.

Le Président,

Le comte DE RENESSE-BREIDBACH.

Le Rapporteur,

Le baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.